



HAL
open science

Quelques éléments sur la situation politique en Italie au printemps 2010 : les élections régionales de 2010 et la crise rampante du berlusconisme.

Christophe Bouillaud

► To cite this version:

Christophe Bouillaud. Quelques éléments sur la situation politique en Italie au printemps 2010 : les élections régionales de 2010 et la crise rampante du berlusconisme.. 2010. halshs-00700749

HAL Id: halshs-00700749

<https://shs.hal.science/halshs-00700749>

Preprint submitted on 23 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Document de travail.

Présentation pour le séminaire « Elections et Partis », laboratoire PACTE, du 21 mai 2010.

Quelques éléments sur la situation politique en Italie au printemps 2010 : les élections régionales de 2010 et la crise rampante du berlusconisme.

Christophe Bouillaud, IEP de Grenoble.

La situation politique italienne au cours du printemps 2010 semble marquée par un contraste surprenant : d'une part, le nombre de scandales, liés à des phénomènes d'enrichissement personnel et/ou à des vices privés des membres de la majorité et de son chef – mais aussi de l'opposition – se multiplient de nouveau comme au début des années 1990, et la situation économique et sociale parait, telle que l'objectivent les chiffres officiels de la croissance, du chômage, du solde du commerce extérieur, des déficits publics, singulièrement dégradée¹ : ces deux éléments auraient dû amener lors des élections intermédiaires de cette année une sanction électorale de l'équipe au pouvoir depuis 2008 (et, en fait, depuis 2001, avec un court intervalle 2006-08 où l'actuelle opposition a gouverné); d'autre part, déjouant ces pronostics très défavorables, les élections régionales des 28/29 mars 2010 et d'autres élections locales² organisées aux mêmes dates témoignent d'une compétitivité conservée (voire accrue en certains lieux) de l'alliance majoritaire depuis 2008.

¹ Depuis son retour au pouvoir en 2008, S. Berlusconi a prétendu que la crise internationale avait plutôt épargnée l'Italie et, en conséquence, les mesures de relance prises ont été plutôt modestes ; ce n'est qu'au début du mois de juin 2010, dans la foulée du plan de sauvetage européen de la zone Euro, que son gouvernement se voit contraint d'adopter une très importante *manovra* (collectif budgétaire) destinée à affirmer le choix de la rigueur en Italie.

² Il s'agit de quatre élections provinciales : ces quatre provinces (Imperia, L'Aquila, Viterbo, Caserta) sont toutes emportées par la droite, mais le très petit nombre de provinces en jeu et le faible poids institutionnel de ces collectivités locales rendent ce résultat sans grande importance politique. En revanche, étaient aussi en jeu un certain nombre de communes : parmi les 9 communes chefs-lieux de région ou de province, le score finit à 4 pour le centre-droit et à 5 pour le centre-gauche, avec des résistances et des basculements significatifs. Ainsi, en Vénétie, la ville de Venise reste un fief du centre-gauche, mais Mantoue, un autre fief du centre-gauche, passe à droite. Inversement, la ville de Lecco, au cœur de la zone de première affirmation électorale de la Ligue du Nord, passe au centre-gauche. Sur les 64 autres communes de plus de 15 000 habitants, la droite progresse plus nettement sur le centre-gauche. Du point de vue de la participation électorale, elle est souvent plus forte lorsqu'une élection communale a lieu en même temps que les régionales.

En 2005, à une année de la fin de législature 2001-06, le centre-droit alors au pouvoir avait perdu 7 régions sur les 14 régions en jeu³, et n'en avait conservé au final que deux, à savoir ses fiefs considérés comme imprenables de Lombardie et de Vénétie. En 2010, après deux ans de gouvernement, la coalition de S. Berlusconi, qui a restreint son périmètre politique entre temps – en perdant au moins au niveau national les centristes de l'UDC⁴ –, reconquiert 4 régions. Elle reste certes minoritaire en nombre de régions gouvernées en n'emportant que 6 régions sur les 13 mises en jeu cette année⁵. La coalition gouvernementale gagne comme prévu la Campanie et la Calabre avec facilité et avec un fort écart en voix (plus de 10%), mais conquiert surtout sur le fil du rasoir deux régions, le Latium et le Piémont, aussi importantes qu'indécises selon les sondages jusqu'au dernier moment⁶. Ces victoires dans une grande région de la « Padanie⁷ », dans la région de la capitale et dans trois régions fort peuplées du sud de l'Italie, marquent clairement **la défaite de l'opposition dans cette élection intermédiaire**. La direction du principal parti de cette dernière, le Parti démocrate (PD), avait déjà dû changer en 2009 à la suite de défaites électorales, la nouvelle direction, entrée en fonction à l'automne 2009, ne peut donc guère s'enorgueillir du résultat obtenu. La crise du PD, entamée à la suite de sa nette défaite lors des élections politiques de 2008, se poursuit en conséquence.

Cette victoire, mesurée en pouvoirs régionaux reconquis, semble donc garantir une stabilisation politique pour les trois années encore à venir avant le terme naturel de la législature commencée en 2008 autour d'un gouvernement Berlusconi IV maintenu en fonction ; or, malgré un tel résultat, plutôt inespéré dans son ampleur dans de telles conditions objectivement défavorables, le parti principal de la coalition gouvernementale, *il Popolo della*

³ La région Molise en raison de l'annulation des régionales de 2000 était déjà décalée par rapport au calendrier quinquennal (années 0 et 5 de chaque décennie) des élections régionales dans les régions à statut ordinaire établi depuis les années 1970. Elle ne votait donc pas. De plus, en raison d'un problème dans la présentation des listes, la Basilicate avait voté en 2005 avec un mois de retard sur les 13 autres.

⁴ L'UDC pratique lors de ces élections régionales de 2010 une politique différenciée : liste autonome, ou liste alliée à la droite ou au centre-gauche.

⁵ En plus de cas du cas de la région Molise qui est désormais en décalage avec le rythme commun, la région Abruzzes n'est plus non plus concernée dans la mesure où elle a dû organiser des élections régionales anticipées : en effet, le président de région élu en 2005 pour le centre-gauche, Ottaviano del Turco, un ancien syndicaliste, de l'aire socialiste, a été acculé à la démission en 2008 à la suite d'un scandale dans le secteur de la santé, et son successeur, Gianni Chiodi, membre du PdL, a été donc élu pour un mandat de cinq ans lors d'une élection anticipée tenue en décembre 2008.

⁶ La victoire dans le Latium est d'autant plus appréciable que le PdL n'a pas réussi à présenter dans les temps sa liste provinciale pour la province, très peuplée, de Rome, et que sa candidate, une ancienne syndicaliste du syndicat néofasciste, était largement inconnue du grand public. Ce pataquès a animé la campagne et a amené le gouvernement Berlusconi à légiférer en urgence sur ce cas – ce qui n'a pas au final empêché la liste provinciale du PdL d'être absente.

⁷ Du nom de la « Padanie », le nord de l'Italie qui aurait dû devenir indépendant de l'Italie selon la Ligue du Nord dans sa période « indépendantiste » (1995-1999).

Libertà (le Peuple de la Liberté [PdL]) se trouve menacé comme jamais au cours de son existence commencé en 2008-09. Ce parti de rassemblement de toutes les droites⁸ est issu de la fusion de *Forza Italia* (FI), le parti fondé par S. Berlusconi en janvier 1994, d'*Alleanza Nazionale* (AN), créé par transmutation du *Movimento sociale italiano* (Mouvement social italien [MSI]), en janvier 1995, et de quelques autres partis mineurs⁹.

D'une part, il connaît une querelle interne entre les tenants de la majorité fidèle à la ligne « nordiste » de Silvio Berlusconi d'alliance intangible (depuis 1999) avec la Ligue du Nord, et une minorité regroupée autour de l'actuel Président de la Chambre des députés, Gianfranco Fini, ex-leader d'A.N., au nom des valeurs d'une droite laïque, moderne en matière de mœurs et raisonnable en matière d'immigration, défendant la solidarité entre régions italiennes, et légaliste¹⁰. La contre-performance du PdL évaluée sur la base des suffrages absolus recueillis lors des élections régionales de mars 2010 (voir plus loin) constitue l'une des justifications¹¹ de la querelle engagée – à force de « nordisme » dans les politiques gouvernementales, G. Fini craint de perdre le sud où son ancien parti possède ses racines électorales. Cette fracture au sein du PdL, qui va sans doute bien au delà du conflit de personnes entre S. Berlusconi et G. Fini¹², et qui met en jeu des visions divergentes de l'Etat et de la société italiens, semble mal augurer de sa survie à terme¹³.

D'autre part, les scandales se multiplient aux alentours du gouvernement Berlusconi : avant les élections régionales, il en fut déjà énormément question dans la presse écrite, surtout autour de la personnalité de Guido Bertolaso. Ce médecin de formation, spécialiste de

⁸ L'UDC se situe en dehors de la coalition berlusconienne au niveau national depuis 2008, et n'est pas invité à se fondre dans le PdL. La composition du PdL rassemble ainsi seulement l'aile droite de la coalition berlusconienne (« Maison des Libertés ») de 1999-2001 (hormis la Ligue du Nord), en y ajoutant de surcroît quelques néofascistes autour de la personne d'Alessandra Mussolini.

⁹ Le congrès de lancement du PdL a lieu du 27 au 29 mars 2009 à la Foire de Rome.

¹⁰ Dans la période qui a suivi les élections régionales, G. Fini a reçu en tant que Président de la Chambre des députés le journaliste et écrivain Roberto Saviano, l'auteur mondialement connu de *Gomorra*, pour lui exprimer son soutien, alors que S. Berlusconi l'accuse de ternir l'image de l'Italie. Rappelons que le M.S.I., dont G. Fini est issu, dans le sud du pays, en particulier en Sicile, s'est toujours enorgueilli de combattre les mafias au nom de la prééminence de l'Etat.

¹¹ Une autre justification de la querelle tient à la politique judiciaire de la majorité, en particulier sur la question des écoutes téléphoniques. Une autre tient à la situation de la Région Sicile, où le Président de cette Région à statut autonome, Raffaele Lombardo, leader du Movimento per l'Autonomia (Mouvement pour l'Autonomie [MpA]) n'a plus qu'une majorité atypique dans son conseil régional et se trouve soupçonné par la magistrature de liens organiques avec la mafia.

¹² La presse se fait l'écho depuis des années de la mésentente de S. Berlusconi et de G. Fini. Ce dernier a été visiblement forcé de rejoindre le PdL au printemps 2008 et d'y fondre son parti *Alleanza nazionale* (AN) alors qu'à l'automne 2007 il ne cessait de critiquer le leadership de S. Berlusconi, mais, pour la première fois, le grand public peut assister en direct à une algarade entre les deux hommes lors d'un conseil national du PdL, télévisé pour l'occasion, tenu après les élections. Le PdL semble dès lors devenir un parti avec une majorité et une minorité, ce qui rompt totalement avec le fonctionnement monolithique de FI.

¹³ Il semble aussi que G. Fini ait pris soin de mettre juridiquement à l'abri le patrimoine, immobilier en particulier, d'AN, lui-même issu de celui du MSI, dans une fondation *ad hoc*.

l'urgence, promu au départ par les gouvernements du centre-gauche dans les années 1990, responsable du Département de la Protection civile depuis 2001, rattaché directement à la Présidence du Conseil, a été chargé par Silvio Berlusconi de deux situations d'urgences très médiatisées dans les trois dernières années : d'une part, la crise des ordures ménagères dans la région napolitaine en 2008, et, d'autre part, des mesures immédiates d'aide, de relogement, de déblaiement, etc. à prendre suite au violent tremblement de terre qui a frappé la ville de l'Aquila et ses alentours le 6 mai 2009. Or qui dit « urgence », dit possibilité de passer outre aux règles ordinaires de la gestion publique, et, bien évidemment, de multiples possibilités d'enrichissement personnel. Une enquête aux multiples rebondissements et ramifications se développe depuis le début de l'année 2010 à partir des agissements d'un entrepreneur en bâtiment qui aurait cherché à s'attirer les faveurs des décideurs publics, essentiellement liés au PdL (ou plutôt à FI), via la mise à disposition de prostituées, d'argent liquide et/ou de travaux gratuits dans des résidences privées. Malgré les soupçons qui pèsent sur lui de la part de la magistrature¹⁴, G. Bertolaso reste pour l'heure à son poste, en effet, S. Berlusconi lui a assuré son plein soutien à la veille des élections régionales, tout en annonçant sa volonté de lutter contre la corruption. De fait, pris dans une des ramifications de l'enquête partie des agissements de ce même entrepreneur en bâtiment, c'est quelques semaines après les régionales qu'un important ministre du PdL, Claudio Scajola (ex-FI), Ministre du développement économique, qui doit démissionner le 6 mai 2010. Comme premier organisateur de *Forza Italia* (FI) issu d'une longue carrière de politicien professionnel, cet élu de Ligurie avait joué après 1995 un rôle très important dans l'enracinement local du « parti de plastique » par absorption des anciens réseaux locaux du « pentapartito » (alliance de cinq partis modérés, DC, PSI, PSDI, PRI, PLI, au pouvoir en Italie dans les années 1970-80). Une telle démission apparaît donc loin d'être anodine, et signale la corrosion de la machine berlusconienne par abus d'affairismes de toute nature. Face à l'émotion de l'opinion publique, S. Berlusconi, pour la première fois depuis 1994, s'est senti obligé, non pas de vilipender les « juges rouges » complotant contre lui et son parti, mais de dénoncer vivement la corruption au sein de l'Etat et s'affirme même trompé par certains de ses proches... ce qui ne l'empêche pas de continuer à vouloir faire voter une loi qui restreindrait considérablement les pouvoirs des juges en matière d'écoutes téléphoniques¹⁵.

¹⁴ Qui lui signifie sa mise en examen le 10 février 2010 pour les travaux en Sardaigne visant à accueillir le G8 en 2009, qui aura lieu finalement à L'Aquila. La magistrature s'intéressait déjà à lui pour sa gestion des déchets en Campanie.

¹⁵ D'après des informations parues dans la presse italienne, même la Présidence des Etats-Unis d'Amérique se serait émue des conséquences de cette loi en matière de lutte contre la mafia et la criminalité organisée en général. En effet, dans sa première version, la loi, pensée par un ancien avocat de S. Berlusconi, aurait réduit à

De ce fait, en prenant quelque recul historique, les élections régionales de 2010 font dès lors penser aux élections politiques de 1992, lorsque le précédent bloc modéré qui gouvernait le pays (le « pentapartito ») avait gagné une dernière fois contre une opposition traditionnelle exsangue, alors même que le scandale « Mains propres » avait déjà commencé et que de nouvelles forces politiques d'opposition s'affirmaient.

I. Une campagne nationale atone et dominée par des enjeux d'organisation de la campagne.

La campagne nationale pour ces élections régionales a manqué totalement d'originalité par rapport aux campagnes précédentes. L'affichage commercial et l'affichage sauvage ont été comme d'habitude massifs, et ont signalé aux électeurs que des élections avaient lieu. Les candidats présidents de région, les listes partisans les soutenant, et les candidats individuels aux postes de conseillers régionaux, ont tout trois participé à cette habituelle débauche de publicité – que personne ne semble regarder, sinon pour s'en moquer ensuite sur Internet par de nombreux détournements, devenus traditionnels depuis 2001 en Italie. Deux événements, concernant les conditions même de la compétition politique, ont cependant animé la campagne :

- d'une part, le gouvernement de S. Berlusconi, via son contrôle des organes de surveillance du secteur audiovisuel et de ceux de direction de la RAI, a fait en sorte sous un prétexte fallacieux¹⁶ qu'aucune émission de débat politique télévisé ne puisse avoir lieu sur les antennes publiques et privées hertziennes dans le mois précédant l'élection. Or certaines de ces émissions d'information et de débat sur le service public sont considérées par la droite comme factieuses. Face à cet acte de censure, une émission *off* rassemblant certains des exclus, « *Rai per una notte* » (litt. 'RAI pour une nuit') sera organisée quelques jours avant l'élection et sera diffusée avec succès sur Internet et des chaînes satellitaires numériques à diffusion restreinte. Titulaire de l'une de ces émissions, Michele Santoro, le journaliste-

néant cet instrument d'enquête. Elle prévoit aussi une interdiction de diffusion par la presse des comptes-rendus d'écoutes. Or, depuis quelques années et tout particulièrement au cours de l'année écoulée, de nombreux comptes-rendus d'écoutes ont fait entendre la voix du Président du Conseil ou de ses proches.

¹⁶ Il s'agit de l'impossibilité prétendue d'assurer le respect de la loi dite de « par condicio » qui instaure l'égalité de poids médiatique des candidats dans la dernière période de la campagne électorale, en raison de la multiplication des candidatures.

vedette, le plus haï par la droite depuis des années, a d'ailleurs annoncé deux mois plus tard son intention de quitter la RAI¹⁷.

Plus généralement, les journaux télévisés de la RAI, en particulier le journal historiquement le plus regardé de la première chaîne RAI 1, sont régulièrement accusés d'une présentation partielle et partielle de l'actualité, voire de dissimuler des informations au public. Cette accusation porte d'autant plus que les scandales de diverses natures se multiplient depuis un an autour de la majorité et de son chef, et plus particulièrement depuis quelques mois. Quelques semaines après les élections régionales, cinq journalistes du journal de RAI 1, dont une présentatrice-vedette, ont démissionné en dénonçant un journal télévisé qui ne parlait plus du tout du pays réel.

La situation médiatique reste donc la suivante : les six grandes chaînes de télévision historiques (RAI 1, RAI 2, RAI 3, Canale 5, Rete 4, Italia 1) restent sous l'étroite surveillance de la majorité gouvernementale ou sont la propriété de la holding familiale du chef du gouvernement ; la presse écrite est libre et pluraliste, tout en comprenant elle aussi une aile progouvernementale la plus souvent possédée par ce même holding familial ; Internet, qui reste un espace de liberté d'expression¹⁸, monte en puissance, surtout chez les jeunes les plus éduqués. Cependant, comme le montre une enquête du CENSIS¹⁹, les Italiens continuent dans leur grande majorité à s'informer prioritairement à travers la télévision et à lui faire confiance : près de 70% citent les journaux télévisés comme source d'information pour orienter leur choix électoral en 2009 ; ils ne sont qu'un quart à faire appel prioritairement à la presse écrite, et seulement 2% d'abord aux médias uniquement présents sur Internet. Le gradient social et générationnel reste important: les moins instruits, les femmes au foyer, les retraités et les personnes âgés²⁰ sont particulièrement dépendants de la source télévisuelle. Cette configuration de l'offre médiatique explique sans doute une partie de la moindre perception par le grand public italien de la gravité de la crise économique et des scandales en cours.

¹⁷ Ce journaliste a joué un rôle depuis le début des années 1990 dans le développement d'émissions d'information et de débat plus interactives. Il avait été licencié de la RAI il y a quelques années, et il avait obtenu des tribunaux sa réintégration dans ses fonctions et la poursuite de son émission.

¹⁸ La majorité avait évoqué l'idée de soumettre à autorisation tout site Internet diffusant des vidéos ; cette idée liberticide a été abandonnée pour l'instant devant la levée de bouclier de la presse écrite, qui effectivement commence à concurrencer l'information vidéo de la RAI et des chaînes Mediaset. On notera que ce qui inquiète le pouvoir en place, c'est la liberté des images, et non du mot écrit.

¹⁹ Voir CENSIS, *43^e Rapporto annuale sulla situazione sociale del Paese*, Rome : Fondazione Censis, 2009.

²⁰ Il se trouve que ce sont là les mêmes groupes qui, depuis 1994, constituent une bonne part de l'électorat de FI.

-d'autre part, dans deux régions clés, la Lombardie et le Latium, le PdL a été pris en défaut sur sa présentation des listes. Dans la province de Rome, le représentant légal du PdL a été considéré comme hors délais dans la présentation de sa liste. Il a prétendu être arrivé à l'heure au tribunal avec les documents nécessaires, mais être allé chercher un *panino* au vu de la queue devant le bureau d'enregistrement ; il aurait ensuite été empêché de rentrer à temps par des activistes du Parti radical (soutiens de la candidate d'opposition, Emma Bonino) et se serait ainsi trouvé hors délais. Dans la région Lombardie, la vérification des signatures de soutien de la liste régionale de la coalition de droite aurait montré que le seuil prévu n'était pas atteint.

Parallèlement aux recours devant les tribunaux administratifs, la majorité gouvernementale a fini par légiférer d'urgence pour sauver ses deux listes, l'opposition en particulier l'Italia dei Valori (Italie des Valeurs [IdV]) d'Antonio di Pietro a dénoncé un « coup d'Etat » en appelant le Président de la République à ne pas signer le décret-loi pris en Conseil des Ministres. Ce dernier a toutefois signé, et, de fait, le texte « à valeur interprétative » selon le gouvernement s'est révélé inutile : la magistrature a admis la liste régionale de la coalition de droite en Lombardie, et a refusé la liste provinciale du PdL dans la province de Rome²¹.

Ces incidents sur la présentation des listes ont été considérés comme un signe de la faiblesse organisationnelle du PdL, parti qui n'a qu'un an d'existence – explication qui comporte sans doute un fond de vérité. Du coup, Silvio Berlusconi a décidé de convoquer à la veille de l'élection une manifestation nationale à Rome pour montrer la force militante préservée de son camp. Celle-ci a plutôt été un succès. S. Berlusconi, par cette manifestation et diverses déclarations en ce sens, a ainsi indiqué clairement qu'un succès des candidats présidents de région soutenus par le PdL représenterait un signe fort de soutien populaire à la majorité gouvernementale en place et à sa propre personne (et inversement) – mais il a aussi catégoriquement exclu de démissionner en cas de défaite de son camp, rendant ainsi l'élection régionale sans grand enjeu national pour les électeurs d'opposition²².

²¹ La magistrature a tenu compte du fait que refuser la liste régionale lombarde de la majorité revenait à modifier du tout au tout le résultat de l'élection, alors que le refus de la liste provinciale romaine du seul PdL laissait bien la possibilité d'une compétition démocratique entre les deux camps principaux.

²² De fait, les élections régionales en Italie n'ont jamais eu d'impact direct sur le sort du gouvernement en place, à une seule exception près : en 2000, Massimo d'Alema, le Président du Conseil de centre-gauche, met son sort dans la balance en cas de défaite de la majorité. Il doit démissionner en raison de pertes de régions par la majorité. S. Berlusconi se gardera bien en 2005 de faire la même erreur.

De fait, lors de la campagne des élections régionales de mars 2010, au niveau des médias nationaux, **aucun thème en dehors de scandales en cours et des conditions de la compétition n'a émergé**. Comme pour les élections européennes de 2009, où l'électeur n'avait aucunement entendu parler d'Union européenne, lors de ces élections régionales de 2010, il n'a aucunement entendu parler de quelque enjeu régional « nationalisé » que ce soit dans les grands médias nationaux²³.

II. Les résultats majeurs : triomphe de la Ligue du Nord, montée de l'abstention, dissidence libertaire à gauche.

Les commentaires en France à la suite de ces élections ont surtout insisté sur **la percée effectuée au nord et même au centre du pays par l'aile extrémiste de la majorité gouvernementale, la Ligue du Nord**²⁴. Cette percée, effectivement remarquable, tend à changer les rapports de force au sein de l'alliance dirigé par S. Berlusconi. Ce parti, qui a participé en *junior partner* à tous les gouvernements dirigés par Silvio Berlusconi depuis 1994 (I, mai - décembre 1994, II et III, 2001-2006, et IV, 2008-...), réussit en effet à apparaître aux yeux de l'électorat de droite du nord et du centre du pays comme un **recours critique** par rapport aux orientations du gouvernement actuel.

D'une part, ses dirigeants de premier plan ne sont pas mêlés aux scandales en cours²⁵ - ce qui souligne la différence de ce parti qui s'enorgueillit de ses bases populaires.

D'autre part, en sus de son anti-méridionalisme, qu'il nomme « fédéralisme », la Ligue du Nord tient une ligne politique, xénophobe, anti-immigration, *law and order*, et largement protectionniste en matière économique, depuis son apparition à la fin des années 1980. En termes plus techniques, la Ligue du Nord, qui n'a jamais varié sur ce point dans son discours (en particulier en matière d'immigration extra-communautaire), se trouve donc l'un des propriétaires de cet enjeu. Cette ligne, sécuritaire et anti-immigrés, et aussi anti-Islam dans les

²³ Pour entendre parler d'enjeux régionaux, il faut se plonger dans la lecture attentive des pages locales de la presse, et suivre attentivement les très ennuyeux journaux télévisés régionaux sur RAI 3 ou les petites chaînes télévisées locales (celles-ci font toutefois la plupart du temps des audiences minimales).

²⁴Cf. les commentaires d' Ilvo Diamanti, « La forza del carroccio, un partito 'normale' », *La Repubblica*, 31/3/2010, et « PDL il partito senza terra », *La Repubblica*, 18/4/2010 (aussi disponibles sur le site de la société d'I. Diamanti, Demos&Pi, www.demos.it).

²⁵ Le dirigeant de la Ligue du Nord a tout de même fait élire son propre fils comme conseiller régional en Lombardie, or ce dernier, surnommé « la trota » (la truite) par son propre père, ne fait guère grande impression. Il recueillera pourtant sur son nom un grand nombre de préférences... d'électeurs de la Ligue du Nord.

dernières années, correspond sans doute bien aux attentes les plus actuelles d'une bonne partie des électeurs italiens. Roberto Maroni, un des leaders historiques du parti, Ministre de l'Intérieur depuis 2008, est resté pendant ces deux dernières années l'un des ministres les plus populaires du gouvernement Berlusconi selon les sondages d'opinion (apprécié par plus de 60% des sondés²⁶).

Enfin, dans le bouleversement continu des noms, sigles, regroupements, des partis politiques italiens depuis 1992, bouleversements qui se sont accélérés dans les dernières années avec la création à droite du PdL et au centre-gauche du Parti démocrate (PD), la Ligue du Nord a fini par représenter, sinon le plus vieux parti du pays²⁷, tout au moins le seul qui dispose d'une réelle continuité dans son organisation depuis 1991, le seul qui semble encore assurer les fonctions habituellement attribués à un parti dans une démocratie représentative (agréger des demandes en un programme, sélectionner des éligibles, etc.) Son leader, Umberto Bossi, incarne, d'autant plus qu'il est très diminué physiquement depuis le printemps 2004, une version ancienne de la passion politique. Son articulation difficile et son visage déformé de miraculé en font littéralement un martyr de sa cause.

La Ligue du Nord, qui avait exigé de ses alliés la nomination d'un des ses membres comme candidat de la coalition de droite pour la présidence des régions Piémont et Vénétie se trouve pour la première fois à la tête de deux régions importantes du nord du pays. La Vénétie, détenue en continu par la coalition de droite depuis le début des années 1990, était considérée un gain certain de la majorité²⁸ ; le Piémont constitue au contraire une victoire un peu surprenante. Cette victoire au Piémont renforce la percée de la Ligue du Nord : en effet, un candidat issu de ce parti, Roberto Cota, ne fait pas fuir l'électorat modéré dans le nord du pays, il recueille comme tout candidat à la Présidence d'une région des deux camps plus de votes sur son nom que l'ensemble des listes qui le soutiennent. Il ne semble perdre aucun suffrage de la part d'électeurs modérés du fait de son appartenance, pourtant bien claire pour tout le monde, à la Ligue du Nord. Cette dernière semble ainsi définitivement devenue un parti légitime à cette élection, vingt ans après sa première percée électorale. Les Barbares incarnent désormais la Civilisation.

Sur l'ensemble des 13 régions à statut ordinaire votant cette année, la Ligue du Nord, qui ne se présente des listes qu'au nord et au centre du pays, obtient 12,25% des suffrages valides. Il s'agit de son meilleur résultat électoral national à ce jour. Elle redevient le premier

²⁶ Selon les sondages réguliers IpR publiés par le journal *la Repubblica*.

²⁷ Les revendications de continuité par de petits partis avec le XXème siècle voire le XIXème sont nombreuses, mais elles correspondent à des discours inaudibles par le grand public.

²⁸ Le président de région sortant, Giancarlo Galan (ex-FI), aurait aimé se représenter, mais il n'a pu résister à l'ordre de s'écarter venu d'en haut.

parti en Vénétie. Surtout, pour la première fois, la Ligue du Nord obtient des scores significatifs dans les régions marquées par la « culture rouge » : Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie, et même Marches.

La presse a donc eu raison de souligner que la Ligue du Nord sort vainqueur de ces élections régionales de 2010.

Le second élément sur lequel les commentaires français ont peu insisté, alors qu'il renvoie pourtant à un saisissant parallélisme entre la France et l'Italie, c'est **l'écroulement de la participation électorale lors de ces élections**. Les élections régionales du 28/29 mars 2010, pourtant accompagnées de quelques élections provinciales et communales qui ont eu lieu en même temps, constituent un record d'abstention, toutes élections à envergure nationale confondues, depuis 1946. Seuls 63,5% des inscrits sont allés voter, ils avaient été 71,5% à le faire lors de l'élection régionale de 2005, soit une chute de 8 % de la participation. Plus étonnant encore, la participation lors de ces élections régionales de 2010 pour les 13 régions en jeu se situe **en dessous de celle des élections européennes de 2009**, où 66,5% des inscrits avaient participé²⁹. La comparaison avec les élections politiques de 2008 semble encore plus cruelle : la participation était alors de 80,5%.

Si l'on cherche à savoir où l'augmentation de l'abstention (8% de 2005 à 2010) a été la plus marquée, et à comprendre ainsi ses raisons, il faut signaler déjà le cas particulier du Latium (11,5%). En effet, dans cette région, se cumulent sans doute deux effets : en raison d'un pataquès en son sein, comme nous l'avons déjà indiqué, le PdL n'a pas réussi à présenter dans les temps réglementaires sa liste dans la province de Rome (alors qu'il y possède de profondes racines issues du néo-fascisme), les électeurs du PdL ont donc dû voter pour d'autres listes que celles du PdL ou, à défaut, se sont abstenus ; par ailleurs, la coalition de centre-gauche a opté à travers des primaires comme candidate pour Emma Bonino, leader historique des radicaux italiens, option laïciste s'il en est ; cette option a sans doute détourné des urnes une bonne part de l'électorat catholique de centre-gauche, hors d'état de choisir entre la peste néofasciste et le choléra laïc. Pour le reste, l'abstention augmente surtout dans la « zone rouge » : en particulier, la Toscane perd 10,5% de ses votants. Il se trouve que cette région, dominée par le PCI jadis, par le PD aujourd'hui, a choisi de réviser la loi électorale qui s'applique dans cette région (ce qui est permis depuis la révision constitutionnelle de

²⁹ La différence d'aire géographique couverte ne peut expliquer cet écart, au contraire manquent en 2010 des régions du sud ou des îles, en particulier la Sicile et la Sardaigne, très abstentionnistes lors des européennes de 2009. En revanche, plus d'élections communales et provinciales avaient eu lieu au printemps 2009. Cette dernière explication souligne la désaffection des électeurs pour les élections régionales *et* européennes.

1999) pour supprimer toute possibilité pour l'électeur d'exprimer une préférence pour modifier l'ordre des candidatures sur les listes présentés par les partis. L'élection toscane, qui possède *seule* cette particularité sur les 13 régions votant en 2010, se trouve alors être sans doute doublement sans enjeu : victoire certaine du centre-gauche et aucune possibilité pour l'électeur de modifier des listes bloquées, ce qui expliquerait du coup une participation particulièrement faible.

Plus encore, à l'exception de la Vénétie et du Piémont (les deux régions où la Ligue du Nord part à l'assaut de la présidence de la Région), ce sont les régions historiquement les plus participationnistes (c'est-à-dire du nord et du centre) où l'abstention augmente le plus. Au total, du point de vue de la dynamique de chaque camp en présence, le PD peut à juste titre considérer cette abstention dans ses fiefs comme un signe avant-coureur d'une désaffection à son égard – qui ne compense pas l'abstention conjoncturelle subie par le PdL et ses alliés lors de cette même élection dans la plus grande partie du pays.

Enfin, l'avancée au cœur de l'Italie rouge des « nordistes » de la Ligue du Nord et la montée de l'abstention dans le cœur rouge du pays n'est pas le seul élément inquiétant pour l'opposition de centre-gauche : en effet, dans le nord, y compris en Emilie-Romagne, **une nouvelle dissidence est apparue qui attire les électeurs de gauche**. En effet, le projet de **Beppe Grillo**, un comique reconverti en censeur des mœurs politiques italiennes, en particulier à travers un blog très suivi, est passé du virtuel au réel. Pour la première fois, B. Grillo concurrence les partis en place en présentant des listes « anti-partis ». En ne se présentant que dans 5 régions sur 13 (celles du nord sauf la Ligurie, et la Campanie), ces listes dites « Cinque Stelle » (Cinq étoiles) cumulent 1,74% des voix – score non négligeable à le comparer à celui d'autres petites formations³⁰. Ces listes expriment un programme clairement « antipolitique », hostile à la « classe politique » de gauche comme de droite, en proposant ni plus ni moins d'**en finir avec l'idée même de politique professionnelle**, avec l'idée d'une classe politique séparée par ses privilèges des électeurs. Cependant, bien que B. Grillo dénonce avec une extraordinaire verve le régime de S. Berlusconi, les électeurs des listes qui ont reçu son *nulla obstat* doivent être considérés avant tout des dissidents du centre-gauche, dans sa part la plus moderniste. Selon les politistes italiens ayant étudié les flux électoraux

³⁰ Par exemple, la scission d'une partie de l'aile droite du PD, qui forme l'*Alleanza per l'Italia* (ApI) pendant l'hiver 2009-10, n'obtient que 0,5% des voix en se présentant dans 3 régions. La tentative de reconstituer une présence électorale autonome du socialisme italien, présente dans 4 régions, obtient seulement 0,67% des suffrages.

entre partis lors de ces régionales³¹, les électeurs des Listes « Cinq Etoiles » viennent exclusivement du camp du centre-gauche. Ces dissidents prennent la suite des « Girotondi » (rondes) des années 2001-2003. Ceux-ci avaient vertement dénoncé l'incapacité de la classe politique traditionnelle du centre-gauche à s'opposer sérieusement au gouvernement Berlusconi, s'étaient d'ailleurs pour une partie d'entre eux présentés aux élections européennes de 2004 en commun avec l'IdV, parti dans lequel ils se sont associés depuis pour ceux qui continuent à intervenir dans la vie politique, mais ces nouveaux dissidents rassemblés au nom de Beppe Grillo radicalisent encore le propos de leurs prédécesseurs. A regarder leur « non-programme » comme ils l'appellent, la filiation avec les revendications anti-partis du Parti radical des années 1970 apparaît clairement. Ces dissidents veulent une Italie débarrassée de son affairisme, de sa corruption, de ses clientèles, de sa façon ancienne de « faire de la politique », d'y faire carrière par les recommandations, et aussi une Italie écologiquement et économiquement performante qui donnerait toute sa place à la jeunesse éduquée. Nous les classons donc comme faisant partie de l'opposition libertaire qui resurgit périodiquement en Italie depuis les années 1950. B.Grillo se réserve le droit d'adoubler les listes qui se constituent sur ce « non-programme » en les autorisant à user du symbole « Cinq Etoiles » dont il reste seul propriétaire. Les groupes locaux de ce « non-parti » ont eu la capacité organisationnelle de présenter des listes dans cinq régions où existent des grandes villes étudiantes (Bologne, Milan, Turin, Padoue et Venise, Naples). Les listes « Cinq Etoiles » ne sont pas présentes cependant dans le Latium (Rome), peut-être parce que le Parti radical, qui représente l'ancienne version de ce même courant politique, y possède ses racines, et devait cette année jouer un rôle majeur dans la présente élection. En effet, Emma Bonino avait été désignée lors des primaires régionales du centre-gauche comme la candidate présidente de Région pour ce dernier. Or E. Bonino comme candidate représentait en soi un désaveu majeur pour la classe politique issue du communisme ou de la démocratie chrétienne. La victoire dans la région de Rome de cette icône laïque et libertaire aurait représenté une modification profonde des équilibres au sein du centre-gauche au profit de l'approche « anti-partis » que porte le PR depuis les années 1970.

Au Piémont, la liste « Cinq Etoiles » de critique antipolitique obtient assez de voix (3,66%), venues probablement de la majorité sortante du centre-gauche, pour faire basculer la région à droite. En Emilie-Romagne, cette liste atteint même le score étonnant de 6% des voix, particulièrement grâce à son score à Bologne : 8% des suffrages, ce qui en fait

³¹ Cf. Pasquale Colloca, « I flussi elettorali », in Journée d'étude « Le elezioni regionali del 2010 in Italia e in Emilia-Romagna », Istituto Carlo Cattaneo, Bologne, 30 avril 2010, disponible sur www.cattaneo.org. L'étude se fonde uniquement sur les résultats électoraux de 10 grandes villes en appliquant le « modèle de Goodman ».

potentiellement dans la ville capitale universitaire et intellectuelle de la «zone rouge », rien moins que le second parti du centre-gauche. Il est vrai que le maire de centre-gauche de la ville, Flavio Delbono, était dans le même temps contraint par une affaire de corruption à la démission. Le centre-gauche voit la « question morale » qu'elle invoquait jadis à son avantage se retourner de plus en plus contre elle, y compris dans ses fiefs les plus sûrs.

Au-delà de la perte par le centre-gauche de régions au profit de la droite, la situation de l'opposition montre donc des signes très inquiétants de désaffection de la part de l'électorat y compris au cœur de la « zone rouge » (percée de la Ligue du Nord, dissidence de la liste « Cinq Etoiles »).

III. Mode(s) de scrutin, enjeu institutionnel, comparaisons difficiles entre scrutins successifs, configurations régionales.

Pour bien comprendre plus en profondeur le résultat de ces régionales de 2010, il faut d'abord rappeler le mode de scrutin de ces élections et leur enjeu institutionnel, puis il faut présenter plus en détail les résultats en essayant de se donner des points de comparaison – ce qui devient difficile en pratique avec les modifications rapides de l'offre électorale- ; enfin il faut rendre compte du fait que la victoire de la majorité de droite, qui conquiert 4 régions, correspond à une série de 13 configurations distinctes.

A. Mode de scrutin régional

Depuis 1995, le législateur italien a souhaité donner aux régions des administrations stables tout au long de la législature de cinq ans organisé autour d'un modèle « présidentiel »³² de gouvernement, sur le modèle de celui adopté pour les communes en 1993. En toute circonstance, le Président de Région, élu par l'assemblée régionale en début de mandature, doit pouvoir s'appuyer sur une solide majorité dans son Conseil régional. Auparavant, le

³² Ce terme de « présidentiel » égare un peu la comparaison, il faudrait plutôt parler d'un modèle du « Chancelier » ou du « Premier Ministre » dans la mesure où le Président de la Région ne peut rien faire sans une majorité dans son Conseil régional.

mode de scrutin régional correspondait à un scrutin très proportionnel qui obligeait de fait à chercher une alliance après les élections entre plusieurs partis, et qui avait abouti à une instabilité forte des exécutifs régionaux dans la phase la plus aigüe de la crise politique de la fin des années 1980 et du début des années 1990.

La formule choisie en 1995, dite « Loi Tatarella » du nom d'un député d'AN, vieux briscard du MSI, comporte l'idée suivante :

- a) lors d'un scrutin à tour unique, 80% des conseillers régionaux sont élus à la proportionnelle sur la base de listes présentées dans chaque province de la région, avec un seuil minimum de 3% pour une liste provinciale pour avoir des élus pour autant que sa coalition régionale ait obtenu 5% des suffrages;
- b) les 20% restant font partie de la « liste du président », à savoir d'une liste bloquée composée du candidat président de Région et de colistiers qui constitueront sa prime de majorité au cas où cette liste arrive en tête de toutes les listes du président proposées ; chaque liste provinciale doit se rattacher à une liste du président régionale.

En pratique, les partis présentent donc des listes provinciales sur lesquels les électeurs peuvent exprimer en plus (s'ils le veulent) un vote préférentiel pour un possible élu pour modifier l'ordre de ces listes, et les partis coalisés pour gagner la région une liste régionale bloquée.

Si les listes provinciales coalisées, liées au candidat président de Région arrivé en tête, n'ont pas dépassé le seuil des 50% des suffrages pour les listes provinciales, la prime de 20% des sièges est attribuée. La majorité régionale disposera donc de $[(x \text{ inférieur à } 50) \% + 20\%]$ des sièges. Si, en revanche, les listes provinciales coalisées pour le vainqueur ont déjà dépassé les 50%, la prime n'est que de 10% des sièges (les autres 10% des sièges prévus vont aux listes provinciales perdantes via une répartition proportionnelle). La majorité disposera alors de $[(x \text{ supérieur ou égal à } 50\%) + 10\%]$ des sièges. L'effet de cette disposition peut être paradoxal, puisque, par exemple $49 + 20 = 69$ est supérieur à $51 + 10 = 61$: donc, plus de suffrages au niveau des listes provinciales peut signifier moins d'élus pour la majorité du conseil régional... Cette situation qui peut donner lieu à des tactiques de division d'un camp sûr de gagner par ailleurs.

Le chef de la liste régionale arrivée en seconde position est automatiquement élu au conseil régional, le siège qui lui est attribué l'est au détriment de l'attribution d'un siège à l'une des listes le soutenant au niveau provincial.

Par ailleurs, la loi Tatarella prévoit des mécanismes pour empêcher soit un président de Région de ne pas avoir de majorité dans son conseil régional même si la liste arrivé en tête

se trouvait loin des 50%, soit pour éviter à l'inverse un conseil régional sans minorités significatives, en jouant soit sur l'attribution des sièges de la liste régionale, soit sur celle des listes provinciales, soit en ajoutant éventuellement des élus au conseil régional pour obtenir les justes proportions.

Pour ajouter à la complexité du mode de scrutin, les électeurs ont deux voix sur un seul bulletin (et une³³ préférence à exprimer). Ils peuvent donc voter de différentes manières :

- ils peuvent voter uniquement pour le candidat président de Région et sa liste bloquée;
- ils peuvent voter uniquement pour une liste provinciale – auquel cas un vote est automatiquement attribué au président de Région que soutient cette liste ;
- ils peuvent voter pour le président de Région et sa liste bloquée, et pour une liste provinciale qui le soutient ;
- ils peuvent voter pour le Président de Région et sa liste bloquée, et pour la liste provinciale qui le soutient et exprimer en plus une préférence sur l'ordre d'élection des conseillers de cette liste provinciale ;
- ils peuvent voter pour une liste provinciale et exprimer en plus une préférences sur l'ordre d'élection des conseillers de cette liste provinciale – auquel cas le vote est automatiquement attribué au président de Région que soutient cette liste ;
- ils peuvent exprimer un « vote disjoint », soit voter pour un Président de Région, et voter pour une liste provinciale qui ne soutient pas ce Président (avec l'option d'exprimer une préférence).

Ces particularités sont importantes à rappeler pour comprendre que :

a) d'une part, les candidats présidents de région recueillent en général plus de voix que les listes qui les soutiennent – en 2010, sur 100 électeurs ayant exprimé un vote valide, 8,7% ne votent que pour le président de Région, ils avaient été près de 2% de plus à choisir cette option en 2005; il existe de plus un gradient nord-sud : le vote uniquement « présidentiel » est plus répandu au nord (11,4% des votants) et moins au sud (6,2%)³⁴.

³³ Certaines régions ont introduit deux préférences, avec une obligation pour l'électeur d'exprimer une préférence pour une femme et une autre pour un homme.

³⁴ Selon les calculs de Gianfranco Baldini et Gianluca Passarelli pour l'Institut Catteneo, cf. le communiqué de presse du 30 mars 2010, « Personalizzazione e bipolarismo diminuiti nel 2010. Il 9% degli elettori esprime un voto personalizzato per il candidato presidente. Decesivo il richiamo personale di Cota nel Piemonte », disponible sur www.catteneo.org .

b) d'autre part, le rapport de force entre partis se calcule à partir des listes provinciales, mais ce calcul subit une interférence en raison de la présence de listes (provinciales) *ad hoc* des candidats de région. En effet, pour affirmer son autonomie vis-à-vis des partis qui le soutiennent et/ou augmenter ses chances d'élection en attirant les électeurs en balance entre les deux camps, un candidat président de région va présenter en son nom propre des listes provinciales, souvent présentés sous la forme *ad hoc* de listes civiques. Aux élections régionales de 2010, dans 6 régions sur 13, le candidat de la droite à la présidence de Région possède ses propres listes provinciales *ad hoc*, recueillant 4,92% des suffrages provinciaux en les totalisant au niveau des 13 régions, et, dans 6 régions sur 13, le candidat du centre-gauche opère de même, avec 2,04% des suffrages provinciaux au niveau national. Le rattachement de ces suffrages à l'un ou l'autre parti de la coalition qui soutient le candidat président de Région est pour le moins problématique. Ainsi l'absence d'une liste PdL dans la province de Rome explique sans aucun doute le score de la liste provinciale de la candidate Renata Polverini dans cette province. On pourrait sans doute, comme le font les politistes italiens par commodité, rattacher cette liste au score des listes provinciales du PdL. Ce n'est pas la solution que nous retiendrons, parce que nous considérons ce score comme significatif en lui-même d'une identité électorale de droite qui dépasse le PdL.

Au total, la force d'un grand parti, dirigeant l'une des deux grandes coalitions, tend dans l'élection régionale à se démembrer en : vote pour le candidat président de Région qui appartient le plus souvent à ce grand parti, vote pour les listes provinciales du parti, vote pour listes civiques liés au candidat soutenu par ce parti au niveau régional, et enfin préférences obtenues par les candidats conseillers.

A cette complexité de la « Loi Tatarella » de 1995, il faut ajouter la réforme constitutionnelle de 1999. Cette dernière a officialisé le fait « coutumier » jusqu'alors que les élections régionales visaient avant tout à donner un Président à la Région. On a parlé au début des années 2000 avec quelque emphase d'élire des « gouverneurs » en utilisant un américanisme pour souligner l'importance de la « présidentialisation » en cours.

En même temps, la réforme constitutionnelle permet aux régions de se doter chacune de leur propre loi électorale régionale, en lien avec leur autonomie statutaire qu'on leur reconnaîtra de fait deux ans plus tard (« réforme fédérale » de 2001). La Calabre, les Pouilles,

les Marche et la Toscane ont modifié leurs mécanismes électoraux³⁵. La pleine application de ces modifications, dont aucune ne change radicalement le mode de scrutin, intervient lors des élections régionales de 2010.

Les Pouilles ont supprimé la liste régionale ; la prime est répartie entre listes provinciales. Le score minimum d'une liste pour avoir des élus est élevé à 4%.

La Calabre a suivi la même formule.

Les Marche aussi, avec le maintien des seuils (3% et 5%) de la loi Tatarella.

La Toscane a choisi elle de réécrire la loi Tatarella en 2004 en imaginant un mécanisme devant supprimer ses défauts en mêlant candidatures régionales et provinciales, mais, surtout, cette région a supprimé la possibilité d'exprimer un vote préférentiel, toutes listes sont bloquées. Elle a adopté en 2010 un seuil de 4% pour qu'une liste puisse participer à la répartition des sièges.

B. Enjeu institutionnel des élections régionales.

Quel est l'enjeu institutionnel des élections régionales ?

Les régions italiennes « à statut ordinaire » depuis les années 1970 et plus encore après les réformes « fédéralistes » des gouvernements de centre-gauche dans les années 1996-2001³⁶ disposent de très fortes prérogatives, surtout comparées aux régions françaises : elles peuvent établir une législation régionale, elles sont en principe en charge, généralement en collaboration avec l'Etat, d'importantes missions civiles non régaliennes de l'Etat, comme la santé et l'éducation; elles interviennent dans la politique agricole, environnementale, culturelle, etc. Surtout leur importance en tant que pourvoyeuse de moyens pour assurer des carrières professionnelles liées à la politique (comme élu, conseillers d'élus, fonctionnaires, consultants, etc.) ou pour sponsoriser la part des économies locales qui dépend de la dépense publique ne saurait être sous-estimé.

Cependant, même si la Constitution républicaine de 1948 l'a toujours prévu, ces régions « à statut ordinaire », ne disposent pas de toute l'autonomie économique qu'elles souhaiteraient avoir. Elles se financent essentiellement à partir d'une taxe additionnelle sur l'IRPEF (impôt sur le revenu) à un taux minimum de 0,9%, du produit de la vignette

³⁵ En application de ces particularités, les résultats électoraux de ces régions ne sont plus disponibles sur le site du Ministère italien de l'Intérieur, mais sur les sites internet de chaque région, ce qui constitue pour le chercheur une belle occasion de vérifier que l'efficacité administrative diffère du tout au tout entre régions concernées.

³⁶ Pour une présentation en français du fait régional en Italie, voir Christophe Roux, « Les régions de la consécration constitutionnelle au lent tournant fédéral », in Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris : Fayard, 2009, p. 171-179.

automobile (*bollo*) et de celui de l'IRAP, une taxe très contestée sur la production des entreprises. De fait, ces recettes ne couvrent pas les dépenses, et le conflit sur le financement s'avère permanent entre l'Etat central et les régions, en particulier sur le plus gros secteur de dépense des régions, à savoir le système public de santé.

Le « fédéralisme fiscal » tel que le propose la Ligue du Nord depuis 2000 et qui correspond désormais à une loi-programme votée en 2008 par la majorité de S. Berlusconi devrait abolir cette situation en laissant à chaque région la majorité des impôts prélevés sur son territoire ; cela fait partie du cœur de l'accord entre la Ligue du Nord et le PdL, et cela suppose des lois de mise en œuvre à voter tout au long de la législature jusqu'en 2013. Les régions se trouvent donc au cœur du conflit de répartition des ressources fiscales de l'Etat entre l'aile nordiste et l'aile sudiste de la majorité de droite, mais, pour l'instant, l'électeur ne peut attribuer à sa région que des dépenses publiques, des services (bons ou mauvais) qui lui sont rendus (ou pas). Cet électeur lira plus facilement dans la presse des échos sur les détournements de fonds par les uns ou par les autres au détriment du budget régional (en particulier dans le secteur de la santé ou des investissements en infrastructures de toute nature), mais il peut difficilement faire le lien entre la pression fiscale générée spécifiquement par la Région et les services qu'elle lui rend.

Par ailleurs, dans l'image que le grand public peut avoir de la gestion de chacune d'entre elles, comme les régions ont été « présidentialisées », la politique régionale se trouve de fait identifiée, à tort ou à raison, à la **seule** personne du Président de la Région ou à son entourage immédiat. Un président de Région, soupçonné de corruption, entouré de corrompus, laissant faire par exemple la corruption dans le secteur de la santé, ou en proie à des vices privés, tend à mettre à mal irrémédiablement l'image du camp politique qui le soutient. Ainsi les pertes de trois régions sur quatre par le centre-gauche cette année (Latium, Campanie, Calabre) peuvent être directement liés à des scandales (de nature diverse) ayant déconsidérés personnellement des Présidents de Région.

C. Comparaisons (difficiles) entre scrutins successifs.

En raison de la modification des forces politiques en présence, le choix d'un point de comparaison joue énormément pour l'évaluation.

C. 1 La première solution est de **comparer en nombre de régions gagnées par les uns et les autres les résultats des élections régionales de 2005 avec celles de 2010**, en tenant compte des modifications de l'offre politique pour permettre la comparaison.

Du point de vue global, lors de ces deux élections, la majorité de Silvio Berlusconi est au pouvoir et le centre-gauche se trouve dans l'opposition : en 2010, le camp berlusconien s'en sort plutôt bien pour une situation d'élections intermédiaires. En 2005 (après quatre ans au pouvoir), la droite avait conservé seulement 2 régions sur 13 (parmi celles en jeu en 2010) ; en 2010 (après deux ans au pouvoir), la droite en gagne 6 sur 13 ; autrement dit, on retrouve les scores en terme de régions gagnées par la droite de 1995 et de 2000, quand cette dernière était dans l'opposition.

C. 2 La seconde solution est de **comptabiliser les voix obtenues par les listes régionales du Président par chacun des deux camps principaux**.

Tableau 1. Votes pour les candidats présidents de région soutenus par le PdL ou le PD en 2010 (13 régions)

Votes valides pour les présidents soutenus par le PdL (a)	12197449
En % de tous les votes pour les candidats présidents	49,04
Votes valides pour les candidats présidents soutenus par le PD (b)	10892998
En % de tous les votes pour les candidats présidents	43,79
Concentration (part en % des voix pour les deux camps principaux).[(a+b)/(c)]	92,83
Total des votes valides pour les présidents (c)	24871532
Total des votes valides pour les listes provinciales (d)	22446472
Part des votes de listes provinciales rapportés aux votes présidentiels [d/c]	90,24
Part des votes de listes présidentiels rapportés aux votes provinciaux [c/d]	110,80

Source : nos calculs sur les données officielles italiennes en date de mai 2010.

Ce résultat simplifié montre bien qu'en suffrages adressés à ses candidats présidents de région, la majorité organisée autour du PdL l'emporte très nettement. Ce résultat où elle gagne cependant moins de régions que l'opposition montre incidemment que l'opposition a perdu dans des régions très peuplées (Campanie, Latium, Piémont), et a conservé des régions de moindre importance démographique (Basilicate, Ombrie, Marche). La bipolarisation entre les deux « camps » s'avère très importante, bien plus importante que celle entre partis politiques dominants (PD et PdL) comme on va le voir dans les lignes qui suivent.

C. 3 Si l'on essaye maintenant d'évaluer le poids électoral des aires politiques et les partis, il faut faire comme si l'offre électorale de 2010 avait eu son équivalent dans les années précédentes. Le tableau qui suit est fondé sur ce principe quelque peu arbitraire³⁷.

³⁷ Par exemple, le poids électoral du néofascisme est évalué par le score du groupuscule ou des groupuscules d'extrême droite indépendants de la coalition de S. Berlusconi à l'élection considérée. Raisonement similaire pour évaluer le poids des socialistes (de gauche).

Tableau 2. Tableau simplifié des rapports de force en pourcentage des votes valides.

Aire politique En 2010	Forces politiques En 2010	Régionales 2005 (sur 15 régions)	Politiques 2008	Européennes 2009	Régionales 2010 (sur 13 régions)
Néofascisme	Forza Nuova	1,0%	2,4%	1,30%	0,11%
Majorité de droite Total : 48,22%	La Destra			2,20%	0,73%
	MpA	n.p	1,1%		1,01%
	LN	5,6%	8,3%	10,2%	12,25%
	PdL	29,4% (AN+FI)	37,4%	35,3%	26,75%
	<i>Divers listes (dont Listes gouv.).</i>	4,5%	-	n.p.-	7,49%
Centristes autonomes ou alliés à la majorité ou à l'opposition Total : 5,57%	UDC	5,8%	5,6%	6,5%	5,57%
Opposition laïque Total : 2,29%	5 Stelle	n.p.	n.p.	n.p.	1,74%
	Lista Pannella- Bonino	n.p.	33,2% (inclus Lista Pannella - Bonino)	2,4%	0,55%
Opposition de centre-gauche (ex-PCI et ex-DC) Total : 36,35%	ApI (Alleanza per l'Italia)	33,7% (DS+DL+Uniti nell'Ulivo)		26,1%	0,50%
	PD				26,07%
	<i>Divers listes (dont Listes gouv.)</i>	5,9%	n.p.	0,5%	2,81%
	IdV	1,4%	4,4%	8%	6,97%
Opposition de gauche Total : 7,00%	Partito socialista italiano	1,6% (SDI)	1%	n.p.	0,67%
	Verdi	2,3%	3,1%	3,1%	0,68%
	S.E.L.	8,2 %	(Sinistra arcobaleno)		2,85%
	Federazione della sinistra (PRC- PCDI- Sinistra	(PRC –PCDI)		3,4%	2,76%
	<i>Divers nouveaux partis d'extrême gauche.</i>		1,1%	0,5%	0,03%

Source : nos calculs sur les données officielles italiennes en date de mai 2010.

En 2010, la droite dans son ensemble conserve la majorité relative, ses résultats sont ainsi meilleurs qu'aux élections régionales de 2005, mais bien moins bon qu'aux élections politiques de 2008. La situation se trouve inversée pour le centre-gauche.

Le vrai mouvement dans la répartition des masses électorales entre 2005 et 2010 n'est autre que la montée en puissance dans chacune des deux coalitions de leur aile extrémiste : à droite, la Ligue du Nord pèse de plus en plus ; au centre-gauche, l'Italie des Valeurs (IdV) progresse aussi ; sa progression est toutefois ralentie en 2010 par l'apparition des listes « Cinq étoiles ». Ces dernières reprennent un discours similaire à celui de l'IdV de défi à S. Berlusconi et de condamnation de l'incapacité du PD à le contrer, mais en plus radical encore.

Par ailleurs, les héritiers des extrêmes traditionnels du système politique italien des années 1946-1992, les néofascistes et les communistes semblent encore une fois (comme aux élections européennes de 2009 et aux élections politiques de 2008) voués à une disparition électorale prochaine. A l'extrême droite, il ne reste plus qu'un groupuscule, *Forza Nuova* (FN), pour tenter d'être autonome de la majorité dirigée par le PdL. La scission de *la Destra*, présente au nom du néo-fascisme aux élections politiques de 2008 et aux élections européennes de 2009 sans avoir réussi à obtenir d'élus dans les deux cas, rentre dans le rang de la majorité à l'occasion de ces élections régionales.

A l'extrême gauche, les groupuscules néo-communistes les plus radicaux qui étaient apparus sur la scène électorale aux élections politiques de 2008 ne sont plus en état de participer aux élections régionales de 2010. La « gauche de gauche » pour reprendre un terme français reste cependant très divisée : il existe une autre tentative de faire survivre une identité socialiste (en lien avec le Parti socialiste européen) – ce n'est pas la première depuis 1994... date de la disparition du PSI ; les néo-communistes, en particulier ceux du *Partito della Rifondazione comunista* (Parti de la Refondation communiste [PRC]) et du *Partito dei Comunisti d'Italia* (Parti des Communistes d'Italie [PCDI]) se sont regroupés comme aux européennes de 2009 dans une *Federazione della sinistra* (Fédération de la Gauche), avec quelques reliquats d'une scission de gauche du PD ; contrairement à l'année dernière, les Verts retentent encore, sans grand succès et sous deux noms différents selon les régions, d'avoir une existence électorale autonome, et enfin un parti intitulé, « Sinistra, Ecologia, Libertà » (Gauche, écologie, liberté [SEL]), cherche à créer une identité politique de gauche libertaire, écologique, et laïque.

L'importance de ce dernier parti tient surtout à la personnalité médiatique qui l'incarne, le président de la Région Pouilles, Nichi Vendola. Ce dernier, alors membre du PRC, avait été choisi lors d'une primaire en 2005 par les électeurs du centre-gauche de la

région ; les états-majors nationaux des partis du centre-gauche avaient été pour le moins surpris par ce choix du candidat du parti minoritaire dans la coalition de centre-gauche de l'époque, et étaient du coup sûrs de la défaite. Or ce candidat néo-communiste, apparaissant d'autant plus extrémiste qu'il était un homosexuel revendiqué, avait emporté la Région des Pouilles sur la droite. Sa gestion de la région a été plutôt appréciée, et, malgré un scandale récent touchant des élus de la majorité régionale, il a pu se représenter en 2010 et conserver la région au centre-gauche. Cet élu atypique a été à l'origine d'une scission du PRC après la sévère défaite de ce dernier aux élections politiques de 2008, scission a abouti à la formation du SEL avec quelques autres lambeaux de la gauche du PD, des socialistes et des Verts.

Comme nous l'avons déjà dit, avec les listes « Cinq Etoiles », resurgit à gauche le filon radical-libertaire, en plus de la Lista Bonino-Pannella. Cette situation, où se maintiennent sans percer vraiment, de multiples petites identités partisans / idéologiques, tend à affaiblir l'opposition. Si celle-ci veut battre le camp de S. Berlusconi, cela suppose de se regrouper, or elle reste confrontée (condamnée ?) à un fort pluralisme de ses élites dirigeantes. Or c'est ce dernier qui a mis à mal, entre autres causes, ses deux dernières expériences de gouvernement (1996-2001 et 2006-2008).

A dire vrai, à droite, la situation reste par quelque côté similaire – mais bien moins visible : en effet, si l'on se plonge dans le détail des listes, celles qui font de très petits scores et/ou qui sont présentes dans une ou quelques régions seulement, on s'aperçoit, tout particulièrement au sud du pays, du maintien du spectre du « pentapartito » et des petits partis qui ont participé à la vie politique au centre-droit depuis 1994. Il existe ainsi toujours en 2010 des socialistes (de droite), des démocrates-chrétiens, des autonomistes, des républicains (du PRI), des héritiers de l'opération UDR menée par Francisco Cossiga en 1998, etc. Une infime minorité d'électeurs se sent à chaque fois concernée par ses offres spectrales. Mais que se passerait-il en cas de recomposition générale suite à la disparition de S. Berlusconi ?

C. 4 Une autre façon d'évaluer le résultat de l'élection consiste à s'intéresser à l'évolution des votes valides en faveur de chaque parti. L'Institut Cattaneo propose une telle analyse, qui fait du coup ressembler la présente élection à une course vers le bas.

Tableau 3. Scores absolus en votes valides pour les partis
et évolution en pourcentage pour les 13 régions participant aux régionales de 2010

(Source : Institut Cattaneo, www.cattaneo.org).

	Votes valides en millions pour des listes (provinciales aux régionales).				Variation en pourcentage : 2010 (régionales) par rapport à :		
	2005	2008	2009	2010	2005 (régionales)	2008 (politiques)	2009 (européennes)
<i>Votes valides</i>	24,0	30,3	26,1	22,5	-6,2	-25,7	-14
PdL	7,4	10,1	8,5	6,0	-15,0	-40,3	-28,9
LN	1,3	2,9	3,0	2,8	+99,0	-4,4	-6,6
UDC	1,4	1,6	1,6	1,2	-14,2	-21,9	-23,1
PD	7,8	10,3	6,9	5,8	-25,4	-43,3	-15,9
IdV	0,3	1,3	2,0	1,6	+433,0	+21,0	-23,3
Listes de gauche radicale	2,6	1,2	1,9	1,4	-46,5	+10,9	-26,1
Autres	3,2	2,9	2,2	3,7	+15,6	+27,5	+68,1

Nb. L'Institut Cattaneo fait comme si les partis de 2010 avaient existé précédemment.

En adoptant ce point de vue, on retrouve la percée symétrique de la LN et de l'IdV dans les deux coalitions entre 2005 et 2010.

En revanche, par rapport aux élections européennes de 2009, tous les partis perdent des électeurs : les moindres perdants seraient alors la LN et, dans une certaine mesure, le PD, et les plus grands perdants seraient le PdL, l'UDC et la gauche radicale. Par rapport aux élections politiques de 2008, les grands perdants sont le PDL, le PD, et l'UDC, le moins perdant serait la LN, et les gagnants seraient la gauche radicale et l'IdV.

Cette façon de raisonner donne donc une image sensiblement différente des précédentes : surtout, le PDL subirait donc entre 2008 et 2010 une hémorragie. Cette analyse en voix absolues expliquerait alors la nervosité du camp berlusconien au lendemain de sa victoire. Il faut toutefois nuancer : en effet, une grande partie de la perte différentielle du PdL tient à l'existence de listes spécifiques (quasi-PdL) aux élections régionales. De plus, il faut souligner que, dans le nord, bastion de la droite, une bonne partie des électeurs de droite

votent uniquement pour le candidat président de Région. Ainsi, dans le Piémont, la Ligue du Nord perd des voix par rapport aux élections politiques de 2008 et aux élections européennes de 2009, et en même temps, son candidat à la tête de la région, Roberto Cota, recueille beaucoup de bulletins de vote qui ne portent qu'un suffrage en sa faveur : ne serait-ce pas que les électeurs, proches de la Ligue du Nord, contents d'avoir enfin un candidat de leur parti, ont « oublié » de voter pour la liste provinciale de ce même parti ?

D. Configurations régionales.

Au vu des histoires électorales des régions depuis 1990, les configurations électorales de chaque région apparaissent à tous les observateurs comme très différentes³⁸, et les partis en tiennent visiblement compte. La coalition de droite choisit ses candidats largement par des accords de sommet entre dirigeants nationaux. L'UDC choisit une stratégie décentralisée visant à maximiser son nombre d'élus en fonction des régions en cherchant à peser le plus possible sur le résultat. La coalition de gauche se livre à des primaires pour désigner les candidats. Il s'agit à chaque fois du président sortant (s'il est en état juridique de se représenter) ou d'un membre ou d'un proche du PD : une seule exception à cette règle, la radicale Emma Bonino qui se présente aux primaires du centre-gauche dans le Latium, et les gagne nettement. Les primaires s'avèrent par ailleurs incapables dans une région de jouer un rôle de régulation de la compétition interne au centre-gauche : en effet, en Calabre, le président sortant, Agazio Loerio, est confirmé par une primaire, mais, en raison des soupçons de corruption qui pèsent sur lui, l'IdV lui oppose son propre candidat, scellant dans cette région du sud la défaite du centre-gauche.

En résumé les régions peuvent être regroupée ainsi :

a) les deux régions du nord du pays où la majorité part gagnante à coup sûr : la Lombardie et la Vénétie.

Dans ces deux régions du nord, bastions de l'alliance entre le PdL et la LN, il n'y a vraiment rien à espérer pour l'opposition. Ces régions correspondent au cœur de la « subculture blanche » (démocrate-chrétienne) depuis les élections de 1946-1948 jusqu'à

³⁸ Cf. Salvatore Vassalo, « Le elezioni regionali. Quando vincere troppo puo essere dannoso. », in Grant Amyot et Luca Verzichelli (dir.), *Politica in Italia*. Edizione 2006, Bologne : il Mulino, 2006, p. 65-86.

celles de 1992. Celle-ci s'est transformée au cours des années 1990/2000 dans la domination sans appel de la nouvelle coalition de droite.

b) les cinq régions du centre et du sud où la majorité part perdante à coup sûr : l'Emilie-Romagne, l'Ombrie, la Toscane, les Marche, la Basilicate.

Il s'agit des quatre régions du centre, plus une petite région du sud, qui ont toujours été dirigées depuis les années 1970 par des majorités de gauche (communiste) ou de centre-gauche (démocrate-chrétien). Elles correspondent aux zones marquées par le socialisme et le communisme depuis les années d'après-guerre, ou bien au seul exemple de développement régional réussi au sud de Rome par la DC. Les écarts en pourcentage entre les deux camps s'amenuisent, mais ces bastions de l'opposition tiennent.

c) les trois régions du sud du pays, à l'électorat plus fluctuant dans ses choix, où l'opposition a connu d'immenses problèmes alors qu'elle les gouvernait depuis 2005.

Dans deux régions (Latium et Campanie), l'administration de centre-gauche sortante a dû démissionner en raison de scandales privés ou publics ; dans la troisième (Calabre), le président de Région sortant reste candidat pour son camp, malgré les critiques multiples qu'on peut lui faire par ailleurs. (Cette configuration correspond aussi à celle des Abruzzes. Un scandale y avait forcé le président de Région élu en 2005 à la démission, et l'élection anticipée y avait porté le centre-droit au pouvoir en 2009.)

Dans deux de ces régions (Calabre et Campanie), la défaite du centre-gauche, confrontée à des dissidences, sera nette et sans appel. Dans la troisième (Latium), malgré les erreurs techniques de la majorité dans la présentation d'une de ses listes, et malgré la présence d'une candidate de renom face à une inconnue, la défaite sera aussi au rendez-vous.

d) les trois régions sans identité politique trop marquée comme les précédentes, mais où la majorité de centre-gauche a gouverné depuis 2005 sans que des scandales retentissants ne viennent faire démissionner le président de Région.

Il s'agit au nord du Piémont et de la Ligurie, et au sud des Pouilles. Le Piémont sera perdue de cheveu, essentiellement à cause de l'apparition d'une dissidence d'un parti anti-parti qui séduit une part de son électorat. La Ligurie est conservée, tout comme les Pouilles.

Au total, une organisation géographique apparaît nettement à l'occasion de ces élections : les trois régions du nord (Lombardie, Vénétie, Piémont) et les régions très peuplées de la dorsale tyrrhénienne (Latium, Campanie, Calabre) pour la majorité de droite, les régions du centre (Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Marche) avec leur annexe (Ligurie), et un semblant de regroupement méridional autour de la Basilicate et des Pouilles, à l'opposition. Les pertes de régions par l'opposition correspondent surtout à des très mauvaises gestions régionales de sa part dans des régions par ailleurs en proie à d'immenses difficultés de développement économique et social.

Tableau 4. L'offre électorale) par région et le résultat des coalitions

(votes valides en % pour les candidats présidents).

Région	Dissidence à gauche	Alliance de centre-gauche	Centriste laïc	Centriste catholique	Alliance de droite	Dissidence à droite
Evolution.						
Lombardie D = D	RC+PCDI 2,04	33,34	5 étoiles 2,33	UDC 3,84	58,15	FN 0,26
Vénétie D= D	non	29,32	5 étoiles 2,57	[UDC+ Unione Nord est] 6,46	60,70	VI 0,52 FN 0,28 PNV 0,27
Piémont CG>D	non	[Alliance de centre-gauche + UDC] 46,90		5 étoiles 4,08	47,32	1,67 [Alternativa per il Piemonte]
Ligurie CG=CG	non	[Alliance de centre-gauche + UDC] 52,14			47,27	non
Emilie-Romagne CG=CG	non	52,06	5 étoiles 6,00	UDC 3,75	36,72	non
Toscane CG=CG	non	59,73	Lista Pannella- Bonino 0,79	UDC 4,59	34,44	FN 0,45
Ombrie CG=CG	non	57,24	non	UDC 4,38	37,70	non
Marche CG=CG	[RC+PCDI +S.E.L.] 7,11	[Alliance de centre-gauche + UDC] 53,17			39,71	non
Latium CG>D	non	[Alliance de centre-gauche + Lista Pannella-Bonino] 48,32		[Alliance de droite + UDC] 51,14		non
Campanie CG>D	RC+PCDI 1,56	[Alliance de centre-gauche + Lista Pannella-Bonino]		[Alliance de droite + UDC] 54,25		non

		38,50			
			5 étoiles 1,33		
Calabre CG>D	non	32,16	[Lista Pannella- Bonino+ IdV] 10,02	[Alliance de droite + UDC] 57,82	non
Basilicate CG=CG	PCL 0,21	[Alliance de centre-gauche + UDC] 60,81		[Io amo la Lucania+ Io Sud] 4,26	27,92 non
Pouilles CG=CG	PAC 0,35	[Alliance de centre- gauche + Lista Pannella Bonino] 48,69		[UDC, MpA] 8,71	42,25 non

Source : nos calculs sur les données officielles italiennes disponibles en mai 2010.

Comme on le voit, la géométrie exacte des alliances varie assez considérablement selon les régions, même si **deux camps** sont présents sur tout le territoire national, avec, comme axes porteurs, d'un côté le PDL et de l'autre le PD. Par ailleurs, le PD ne peut jamais s'allier simultanément à la fois à l'UDC ou à la Liste Pannella-Bonino : la fracture laïque/catholique reste opératoire au sein de l'opposition de centre-gauche. Le camp du PdL récupère parfois l'UDC lors de ces régionales, mais il ne comprend jamais un soutien des radicaux de la Liste Pannella-Bonino. Cette situation correspond au soutien à peine voilé de la hiérarchie de l'Eglise catholique au camp berlusconien.

La différenciation des configurations partisans entre les régions, si l'on les observe en détail, s'avère très importante : beaucoup d'étiquettes d'anciens partis nationaux subsistent au niveau local dans des listes provinciales (par ex. l'UDEUR ou les *Pensionati*), beaucoup de partis locaux ou de listes civiques sont présentes, beaucoup de listes de coalitions entre petits partis existent aussi au niveau provincial.

Le niveau de différenciation semble largement lié aux régions les plus peuplées, les plus urbaines, les plus jeunes.

Le mécanisme électoral permet donc la conciliation durable d'une tendance à la bipolarisation absolue de l'électorat en **deux camps inconciliables** et à la **division de chaque camp en nombreuses entreprises de mobilisation**. Les études des flux électoraux montreraient en effet qu'aucun transfert d'électeur n'a lieu entre camps, l'ensemble du résultat électoral dépend donc exclusivement de la démobilisation de l'un ou l'autre camp.

IV. Conclusion et perspectives.

Les élections régionales de 2010 laissent perplexes : en termes de régions, de voix pour ses candidats présidents et ses partis, la coalition de droite a gagné, et celle de centre-gauche a perdu indéniablement. En même temps, par rapport à son partenaire de coalition et en terme d'évolution absolue des suffrage, le parti central de la majorité, le PdL, et par conséquent son leader, Silvio Berlusconi, s'affaiblissent clairement. Deux ans après le début son deuxième retour aux affaires, le « *plus grand homme politique que l'Italie ait connu depuis 150 ans* » selon sa propre expression en 2009 se trouve moins mis en difficulté par une modification des orientations politiques des Italiens que par la désaffection des électeurs de

son camp par rapport à la marque à peine créée de PdL. L'électorat italien qui s'exprime lors de ces élections à faible participation reste solidement d'orientation modérée (si l'on ajoute les votes de la droite et de l'UDC, on trouve 54% d'électeurs modérés), é, la gauche est divisée et minoritaire, le néofascisme s'est fondu dans la droite, le centre-gauche qui a besoin d'allié à gauche pour être majoritaire, n'est pas même capable de préserver l'unité qu'il recherchait depuis le début des années 1990.

Les rapports de force ne semblent dépendre dans le fond que de deux éléments : l'abstention différentielle des déçus de chaque camp, ou la recherche par ses derniers d'une offre alternative dans le même camp. Les électeurs de droite déçus par le gouvernement Berlusconi s'abstiennent ou votent pour la Ligue du Nord - ou simplement pour le candidat président de Région de la droite, surtout quand il représente une nouveauté (R. Cota au Piémont). Les électeurs du PD déçus par son style d'opposition s'abstiennent, ou cherchent à s'exprimer quand même en votant pour l'IdV, la seule liste du candidat président de Région, ou encore pour les listes « Cinq Etoiles ».

Cette glaciation, autour de deux camps, certes soumis à critique interne de leurs électeurs, semble reproduire indéfiniment une géographie électorale de l'après seconde guerre mondiale : « zone blanche », « zone rouge », et un sud plus mobile dans ses choix. Cependant deux foyers du changement électoral semblent bien distincts : une conquête pas à pas par la Ligue du Nord des classes populaires des campagnes et des périphéries y compris maintenant dans la « zone rouge » ; une critique essentiellement urbaine dans son implantation de la façon d'être du PD, porté par les listes « Cinq Etoiles ».

A ce compte-là, le centre-gauche semble plus menacé que la droite par ces évolutions dans la mesure où la LN est depuis 1999 allié au PDL, alors que les listes « Cinq Etoiles » constituent une dissidence plutôt difficile à satisfaire.

De fait, avec de tels résultats électoraux, et la loi électorale en vigueur depuis 2006 pour les élections politiques, les perspectives de victoire en cas d'élections anticipées restaient encore largement à la fin du printemps 2010 en faveur de la majorité – même dans l'hypothèse où G. Fini et les siens tenteraient de recréer une nouvelle Alliance nationale en se séparant du PdL.

Annexe 1. Résultats électoraux des régionales 2010 : cumul du résultat des listes provinciales
 (Source : nos calculs à partir des données du Ministère de l'Intérieur italien et de régions Marche, Toscane, Pouilles, Calabre).

Aires politiques	Partis	Suffrages	en %	Part de ce parti dans la coalition	
Droites non coalisées	Forza Nuova (FN)	25496	0,11		
	Divers extrême-droite	15184	0,07		
	Divers autonomistes.	54762	0,24		
	Total droites non coalisées		0,43		
Droites –Majorité gouvernementale.	PdL	6004569	26,75	55,5	
	Liste(s) Président D.	1103862	4,92	10,2	
	LN	2749875	12,25	25,4	
	La Destra	162799	0,73	1,5	
	MpA	226186	1,01	2,1	
	Divers alliés	576490	2,57	5,3	
	Total Droite		48,22	100,0	
	Centre catholique	UDC	1249198	5,57	
		Divers alliés	34697	0,15	
		Total centre catholique.		5,72	
Centre libertaire	Lista Bonino-Pannella	123805	0,55		
	5 Stelle	390097	1,74		
	Total centre laïc.		2,29		
Centre-gauche.	PD	5851695	26,07	71,7	
	Liste(s) Président CG.	458419	2,04	5,6	
	IdV	1565124	6,97	19,2	
	Apl	112084	0,50	1,4	
	Divers alliés.	171745	0,77	2,1	
	Total centre-gauche		36,35	100,0	
Gauche	S.E.L.	640539	2,85		
	Verdi	152070	0,68		
	Feder. Sinistra	620181	2,76		
	PSI	151063	0,67		
	Total gauche		6,97		
Gauche non coalisée	Divers extrême-gauche	6532	0,03		
			0,03		
	Total	22446472	99,99		

Partis	Piémont	Lombardie	Vénétie	Ligurie	Em.-Rom.	Toscane	Ombrie	Marche	Latium	Campanie	Calabre	Pouilles	Basilicate	Total	
FN	2151	11281	6476			5588								25496	0,11
Divers extrême-droite	15184													15184	0,07
Divers autonomistes.	16835		14105						7860				15962	54762	0,24
															0,43
PdL	474431	1355133	555006	218398	518108	412118	133531	225472	291199	872628	271061	615064	62420	6004569	26,75
Liste(s) Président D				45261				9555	646774		153910	234449	13913	1103862	4,92
LN	317065	1117227	788581	76265	288601	98523	17887	45726						2749875	12,25
La Destra	12581	7008		2688	1695			9178	97186	28009	4454			162799	0,73
MpA										159769		57901	8516	226186	1,01
Divers alliés	85839		18115	10040					74642	295508	64753	24949	2644	576490	2,57
															48,22
UDC	74412	164078	110417	29335	79244	72548	18072	41989	150293	259204	97304	128542	23760	1249198	5,57
Divers alliés			34697											34697	0,15
															5,72
Lista Bonino-Pannella	13572					8414			80982	12349	2483	6005		123805	0,55
5 Stelle	69448	99390	57848		126619					36792				390097	1,74
															2,29
PD	439663	976215	456309	211500	857613	641214	149219	224897	645187	590592	161757	410395	87134	5851695	26,07
Liste(s) Président CG.	119486			27607					40097	69433	92414	109382		458419	2,04
IdV	130649	267954	119396	63028	136040	143194	34393	65536	211561	178283	55323	127865	31902	1565124	6,97
Apl								14554		83906			13624	112084	0,50
Divers alliés.	16714	69932	4390	5723	5310			6274			44357		19045	171745	0,77
															36,35
S.E.L.	27198	59112	27578	18418	37698	57815	13980	19108	77134	97076		192604	12818	640539	2,85
Verdi	14575	35060	15097	8624				12641	29725	29509			6839	152070	0,68
Feder. Sinistra	50191	87221	35028	29148	58943	80017	28331	27975	67386	43097	41499	64441	6904	620181	2,76
PSI	14077	13415					17167	19701	33160		38624		14919	151063	0,67
															6,97
Divers extrême-gauche												5834	698	6532	0,03
															0,03
Total	1894071	4263026	2243043	746035	2109871	1519431	412580	722606	2453186	2756155	1027939	1977431	321098	22446472	99,99